



Depot Legal

PRIX: 25 FRANCS LE NUMERO

DIMANCHE 30 LUNDI 31 AOUT 1964

4<sup>ème</sup> ANNEE N° 496

La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et les droits politiques soient l'ensemble de nos activités. A. Sékou Touré

Rédaction - Administration Publicité Adresse Télégraphique: Aquipres B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE

EDITE PAR LA REGIE NATIONALE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

SOMMAIRE Page 2. Tarifs d'abonnements. Page 3. Le problème chypriote. Page 4. L'apartheid en Afrique du Sud. Sports.

Semaine politique dans la capitale

A l'approche de la quinzaine artistique et du Conseil National de la Révolution Le Secrétaire général du P. D. G. a lancé un appel aux militants de Conakry

A l'approche de la quinzaine artistique, du Conseil National de la Révolution et du VIème anniversaire de notre indépendance, le pays entier connaît une intense activité politique et administrative.

A Conakry la semaine qui s'achève a été riche en événements. Différentes réunions de travail ont eu lieu. Mais celle qui retient le plus l'attention est incontestablement la conférence d'information faite par le secrétaire général du P.D.G. à l'intention des cadres politiques. Celle-ci mérite qu'on y revienne. En effet, si cette réunion a été l'occasion pour le Chef de l'Etat de traiter de l'évolution de la situation politique, économique et sociale actuelle de notre pays, depuis le C.N.R. de Guékédou, elle permettra aussi, aux responsables, militants et militantes des deux Fédérations de la capitale, de mesurer toute l'importance des décisions prises à ce C.N.R.

une progression continue. Qui de nous ne s'est pas senti heureux quant le secrétaire général du P.D.G., insistant sur nos réalisations a annoncé l'inauguration en cours du mois prochain, du 28 au 2 octobre de bon nombre d'ouvrages, propriétés du peuple de Guinée.

par Camara Kéma

La deuxième phase que nous attaquons est prometteuse. Avec le plan septennal, de nouvelles perspectives s'ouvrent. Le Chef de l'Etat a également développé le contenu positif de ce plan. Nous y reviendrons souvent dans nos colonnes.

Enfin un dernier mot en ce qui concerne l'appel lancé aux militants de la capitale pour qui le mois de septembre doit être celui de la mobilisation. Nous laissons la parole à notre collaborateur « Ken » qui écrivait récemment à ce propos :

«Le Secrétaire général du P.D.G. a terminé son intervention en rappelant les décisions prises par le Bureau Politique National pour la tenue à Conakry les 14, 15, 16 et 17 septembre prochains, des assises de la IIe session du C.N.R. et celle de la quinzaine artistique du 15 au 26 septembre, quinzaine au cours de laquelle se produiront environ 3.000 artistes.

Le Secrétaire général a lancé un appel à tous les militants de Conakry, afin que chacun paie d'exemple pour que notre capitale se présente en ce mois de septembre prochain, en toilette d'apparat pour accueillir les délégués des fédérations sœurs, mais aussi et surtout les personnalités et autres délégations des pays frères qui seront nos hôtes.

Il nous appartient, par notre exemple au travail, notre comportement de peuple engagé et conscient, par un accueil fraternel, de faire fructifier la capitale confiance dont jouit notre pays.

Nous sommes sûrs que les militants de la capitale seront à la hauteur de leur tâche et feront honneurs aux brillantes traditions d'hospitalité de notre peuple et de son Parti.»

A la conférence de Genève sur le désarmement

« L'Inde ne produira pas des armes nucléaires »

Genève. — L'ambassadeur R.K. Nehru, délégué en chef indien à la conférence pour le désarmement à Genève, a appuyé jeudi en séance plénière la proposition éthiopienne de convoquer une conférence internationale sur l'interdiction d'utiliser des armes nucléaires et thermonucléaires.

Il a, en même temps, réaffirmé le point de vue de son gouvernement, selon lequel l'Inde n'aurait pas l'intention de produire ni d'acquiescer des armes nucléaires.

L'Inde considère l'emploi d'armes nucléaires comme un crime contre l'humanité.

« Il serait indispensable, maintenant, d'arrêter immédiatement les essais nucléaires souterrains.»

Au début de la séance, M. Timberlake, délégué des U.S.A., avait exposé un système de contrôle pour le gel des véhicules nucléaires stratégiques. Les propositions américaines ont été saluées par le représentant de la Grande-Bretagne M. Thomas. Le comité des 18 Etats se réunira de nouveau en séance plénière mardi prochain.

A propos de l'impasse congolaise

La session extraordinaire de l'O.U.A. se tiendra le 5 septembre à Addis - Abéba

L'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) tiendra le 5 septembre prochain une session extraordinaire pour étudier la situation au Congo-Léopoldville, confirmation à Addis-Abéba.

La majorité requise des deux tiers a été atteinte vendredi soir, 23 pays sur 34 ayant fait connaître leur acceptation au secrétaire général de l'O.U.A. Parmi ces pays se trouvent, outre le Congo-Léopoldville qui a lui-même demandé cette session, le Congo-Brazzaville et le Burundi, dont les thèses sur le problème congolais s'opposent à celles de Léopoldville.

Une intense activité diplomatique règne actuellement à Addis-Abéba tant au secrétariat général de l'O.N.U., qu'au palais impérial où délégations africaines et ambassadeurs accrédités en Ethiopie se succèdent à un rythme accéléré.

C'est ainsi que samedi matin une délégation du Burundi arrivant de Bujumbura et conduite par le ministre des Affaires étrangères V. Joseph M'Bazumutima a remis un message du roi Mwambutza IV à l'Empereur Haïlé Sélassié sur la situation dans son pays et les rapports avec ses voisins du Congo et du Rwanda.

Dans le courant de la semaine, l'Empereur d'Ethiopie avait reçu l'ambassadeur soviétique Budhakov porteur d'un nouveau message de M. Nikita Krouchtchev au souverain.

Un message du Président Tito

a d'autre part été remis à l'Empereur par l'ambassadeur yougoslave M. Valado Maleski portant également sur la situation au Congo.

De son côté, M. Diallo Telli accompagné de ses quatre adjoints, s'est rendu vendredi au palais impérial pour s'entretenir avec S.M. impériale.

L'Empereur a insisté sur l'ampleur de la tâche qui attend le premier secrétaire général de l'O.U.A. et ses collaborateurs « à l'heure où l'Afrique a-t-il dit se trouve confronté avec les graves problèmes qui se posent actuellement à notre continent.

Une délégation guinéenne en yougoslavie

M. Ismaël Touré, membre du Bureau Politique National du Parti Démocratique de Guinée et ministre du Développement économique, et M. Kéita Fodéba, ministre de la Défense nationale et de la Sécurité, sont arrivées vendredi soir à Belgrade par avion à l'invitation du Conseil fédéral de l'Association socialiste des travailleurs yougoslaves. Les ministres guinéens auront des conversations avec des personnalités politiques yougoslaves.

Déclaration de la Fédération Panafricaine sur la situation en Rhodésie du Sud

La Fédération Pan-africaine des Syndicats qui a son siège à Accra a publié vendredi une déclaration demandant à U Thant, secrétaire général de l'O.N.U. d'intervenir dans la situation en Rhodésie du Sud.

La fédération demande également au secrétaire général de

l'Organisation de l'Unité Africaine de saisir, de manière urgente, la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'O.U.A. de la question de la Rhodésie du Sud. La fédération condamne vigoureusement le régime fantoche de Ian Smith et proteste contre les répressions qui atteignent les citoyens de Rhodésie du Sud.

# La vie dans la Nation

## « La République de Guinée est le dénominateur commun de tous les guinéens »

Une importante session du C.N.R. se tiendra à Conakry dans les prochains jours. Le Secrétaire général du P.D.G. aura une fois de plus l'occasion d'exhorter les militants et militantes dans la production nationale. Il traitera également de la doctrine philosophique de notre grand Parti. A ce propos, rappelons que le Président Ahmed Sékou Touré déclarait au C.N.R. de Gueckédou :

« La République de Guinée est le dénominateur commun de tous les guinéens et j'appelle guinéens, tous les africains, qui en toute connaissance de cause, par leur option, ont œuvré à la création et à la consolidation de notre régime, lequel se caractérisant par la « démocratie nationale », place sa confiance dans les capacités du peuple lui-même, qui est le centre d'intérêts des activités et des manifestations de la Nation.

Le tout n'est pas de faire confiance à des hommes qui, comme toutes choses, naissent et meurent : toute attitude qui se détermine en fonction du sentimentalisme est empreinte d'un caractère irrationnel et conduit inévitablement à l'échec. Au contraire, toute attitude consciente déterminée par des données concrètes est payante et conduit sûrement à des résultats concrets et durables.

Si l'on est demandé au peuple guinéen de respecter la discipline nationale, cela sous-entend qu'au préalable, il s'est librement exprimé et dans la réalisation des objectifs qu'il s'est assignés et dont l'aboutissement implique le respect de cette discipline nationale qui est liée à l'engagement préalablement pris par chacun et par tous. Cet engagement n'a de valeur que dans la mesure où il ne subit aucune altération : pour cela, l'homme doit connaître précisément l'objectif qu'il cherche à atteindre. Bien que le sujet soit infiniment vaste et qu'il soit extrêmement difficile d'aborder et d'analyser tous ses aspects en quelques phrases, nous tenons

à faire la lumière sur les fondements de notre régime et à expliquer les raisons des options faites par le P.D.G.

Nous avons bien conscience que le progrès réel des peuples africains passait nécessairement par leur libération effective et que le premier instrument de notre Révolution ne s'appréciait ni en termes de subsides, ni en termes de tutelle, mais qu'au contraire, il résidait dans l'indépendance effective et la responsabilité militante. Si aujourd'hui, on parle d'une Afrique presque totalement libérée, si, aujourd'hui, on parle d'une Unité africaine dans un contexte authentiquement africain en tant qu'expression concrète de la volonté des peuples africains, c'est parce que l'action des peuples africains dans laquelle figure avec honneur la courageuse action du P.D.G. a housculé les plans machiavéliques des impérialistes et favorisé ainsi la marche de l'Afrique vers la liberté et la souveraineté.

Nos options ne pouvaient manquer de provoquer des réactions de la part de ceux qui, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, étaient opposés à l'évolution rapide de l'Afrique et qui n'ont, de ce fait, épargné aucun effort pour nous abattre.

Les ennemis qui avaient vite compris l'importance de l'option guinéenne s'efforçaient d'accrediter parmi les autres peuples africains, l'idée que l'indépendance ne s'improvisait pas, que la pra-

tique de la souveraineté nécessitait un apprentissage prudent et qu'en conséquence, pour n'avoir pas respecté ces principes, l'indépendance de la Guinée ne pouvait être viable. Les tentatives faites pour distraire notre révolution n'ont pu être mises en échec que parce que l'indépendance de la Guinée reposait sur l'unité politique du peuple.

Ahmed Sékou TOURE.

## Nouvelles brèves

L'Union Soviétique et les Etats-Unis ont accordé leur appui à une proposition ghanéenne, soumise à l'Assemblée mondiale de la jeunesse, en vue de la création d'un corps de jeunes travailleurs volontaires.

Ouverte il y a une semaine à Grenoble, cette assemblée, parrainée par l'UNESCO, réunit les délégués de 5 pays membres de l'Organisation des Nations pour l'Education, la Science et la Culture.

Aux termes de la proposition ghanéenne, déjà appuyée par les autres Etats africains, les jeunes volontaires iraient travailler une partie de leur vie dans les pays en voie de développement. Le corps de volontaires serait placé sous l'égide de l'UNESCO.

\*\*

L'Institut international de la presse dont le siège est à Zurich a envoyé jeudi un télégramme à M. Ian Smith, premier ministre de la Rhodesie du Sud pour protester contre l'interdiction du journal « Daily News ».

L'Institut de la presse internationale déplore cette interdiction et la considère comme une atteinte sérieuse à la liberté de la presse et à la liberté d'expression.

## Offre d'emploi

L'ambassade américaine demande secrétaire pouvant traduire de l'anglais en français, connaissant la sténographie et dactylographie en français. Envoyez vos demandes à l'Officier administratif, ambassade américaine, 9ème avenue 2e boulevard, B.P. 603 Conakry.

## Un centre mondial de la Science à New-York

La « New Academy of Sciences » projette de créer, aux environs de 1967, un centre mondial de la science.

Ce centre centralisera et distribuera des données scientifiques et offrira des locaux ultra-modernes pour abriter toutes sortes de conférences scientifiques.

L'académie patronne de nombreuses séries de conférence chaque année, auxquelles assistent des savants du monde entier.

L'académie a été fondée en 1817 pour promouvoir la recherche et la découverte scientifique ; elle compte actuellement des adhérents dans le monde entier.

Le conseil d'administration de l'académie envisage de lancer prochainement une campagne pour recueillir des fonds. On a déjà choisi l'endroit où sera situé le centre et les architectes ont commencé à en établir les plans.

Le centre mondial de la science procédera à la coordination de nouvelles informations sur les progrès scientifiques, pour les distribuer rapidement aux universités, aux entreprises qui s'occupent de la recherche scientifique, aux sociétés scientifiques et à ses adhérents repartis dans quatre-vingt-huit pays.

Il servira de siège à des organisations scientifiques internationales et aux savants travaillant dans de nombreux pays. Il comportera des bureaux destinés à d'autres organisations et entreprises scientifiques.

Il contiendra également des amphithéâtres de grandeur variée, équipés chacun d'un laboratoire de démonstration, d'un récepteur de télévision en circuit fermé et d'appareils ultra-modernes de communications, y compris un système de traduction simultanée.

## Monde en bref

### Une session de la commission des statistiques pour l'Afrique à Addis Abéba

Une session de la commission des statistiques pour l'Afrique de la FAO (Organisation de l'O.N.U. pour l'Alimentation et l'Agriculture) se tient actuellement à Addis-Abéba. Pendant 8 jours, du 24 août au 1er septembre, les délégations de dix sept pays africains se proposent de mettre au point des méthodes statistiques afin de préparer le recensement mondial des ressources de l'Agriculture, de la pêche et des forêts conçu par la FAO et qui devrait être terminé en 1970.

Le fonds des Nations Unies tiendra ensuite à Addis-Abéba du 3 au 16 septembre la conférence sur l'Agriculture qui réunira un grand nombre de délégations à l'échelon ministériel.

\*\*

\*

Zanzibar. — A partir du mois de septembre, la République Unie de Tanganyika-Zanzibar tournera, pour la première fois, ses propres films d'actualités documentaires, annonce le journal « nationalist », proche du gouver-

nement. La production de films « Union-Tanzan » devra très prochainement tourner douze films d'actualités mensuels et dix films documentaires.

Pour les travaux de tournage, la Yougoslavie enverra un metteur en scène et un cameraman et l'équipement nécessaire. De plus, les experts cinématographiques africains devront être formés en Yougoslavie.

\*\*

\*

Nations Unies. — Un groupe d'experts se réunira à New-York pour s'entretenir d'un programme à longue portée des Nations Unies sur le plan de la population.

Cette réunion, qui doit avoir lieu du 2 au 4 septembre, à huis clos, aura pour but de conseiller le secrétaire général U Thant sur l'orientation que les Nations Unies devraient donner à leurs travaux de recherches à leurs programmes d'assistance technique et à leurs autres activités relatives aux problèmes démographiques.

Au nombre de ces experts se trouvent MM. A. M. El-Shafei, directeur du centre démographique nord-africain au Caire ; J. Van Den Reysen, directeur du service national de la Statistique au Congo-Brazzaville, Simon Kuznets, de l'université de Harvard et Mlle Irène Taeuber, de l'université de Princeton.

## Les émissions de la Voix de la Révolution

La Voix de la Révolution Radiodiffusion de la République de Guinée émet de Conakry le matin et la mi-journée sur :

214 m 1403 kes en Ondes Moyennes.  
48 m. 74. 6155 kes.

et 88 m. 60. 3385 kes en Ondes Courtes.

Le soir en Ondes Moyennes sur :

214 m 1.403 kes et en Ondes Courtes.

Sur 88 m. 60. 3.385 kes et 34 m. 08 9.650 kes

## Nos tarifs d'abonnements

Pour compter du 10 mars 1964, nos tarifs d'abonnement au quotidien, sont les suivants :

### Guinée

Soutien 1 an.....	10 000
Ordinaire 1 an.....	6.000
"    6 mois.....	3.500
"    3 mois.....	2.000

### par voie aérienne

Algérie, Côte d'Ivoire, Dahomey, Ghana, Haute-Volta, Libéria, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Mali et Tunisie 1 an.....	12.000
Europe et autres Etats africains 1 an....	15 000
U. S. A. Amérique Latine, U.R.S.S., Extrême-Orient et Asie 1 an.....	21.000

IMPRIMERIE NATIONALE  
PATRICE-LUMUMBA

# La Guinée... l'Afrique... le monde...

## Le problème cyprote

### La situation est « potentiellement explosives » déclare U Thant

La situation à Chypre est « potentiellement explosive » a déclaré M. Thant, lors d'une escale à Paris en route vers Genève.

Le Secrétaire général de l'ONU a insisté sur le fait que la solution pacifique du problème chypriote dépendait avant tout de l'attitude des pays intéressés au premier chef à ce problème. « S'ils peuvent se conformer à l'esprit de concessions mutuelles alors une solution est prochaine. Cet esprit de concessions mutuelles semble avoir un peu soufflé sur Athènes et Ankara.

Le gouvernement grec a en effet transmis au ministère des affaires étrangères turc une proposition, tendant à retarder d'un mois la relève d'une partie du détachement turc stationné à Chypre.

Le secrétaire général du ministère turc a fait savoir à l'ambassadeur de Grèce à Ankara que la « recommandation » du gouvernement d'Athènes avait été transmise aux autorités militaires turques avec « avis favorable ». Cette réponse est considérée comme un geste de bonne volonté qui s'ajoute à l'interdiction faite à la population de se livrer à des manifestations qui ne seraient pas autorisées.

Les chefs des organisations estudiantines ont été avisés que dans les difficiles circonstances actuelles, ils devraient s'abstenir de tout acte d'hostilité tels que ceux qui se sont déroulés vendredi après-midi devant l'ambassade des U.S.A. et devant celle de Grèce. Pendant ce temps Mgr Makarios est à Alexandrie où il

s'entretient avec le Président Nasser.

Le premier entretien entre le Président Nasser et Mgr Makarios a commencé samedi à onze heures (heures locales) à Alexandrie. Les deux hommes d'Etat sont réunis à la résidence de l'Ethnarque.

Le Président Nasser est accompagné par le maréchal Amer, premier vice-président de la République Arabe Unie et commandant en chef de l'Armée. De son côté Mgr Makarios est entouré de son ministre des Affaires étrangères.

Le financement, problème qui a affligé les Nations Unies au cours de ces dernières années, menace maintenant les chances d'une solution pacifique à la crise chypriote.

Le rôle de la force du maintien de la paix de l'ONU sur cette île, en tant que préservateur de la paix, revêt en conséquence une importance vitale à l'heure actuelle.

Mais, comme l'a noté récemment le Secrétaire général de l'ONU, U Thant, deux millions de dollars environ doivent être collectés pour rendre possible l'accomplissement de la tâche de l'ONU à Chypre. Les six mois de service prévus par les Nations Unies prennent fin le 26 septembre prochain.

La force du maintien de la paix de Chypre est financée par des contributions nationales volontaires, sur la base d'engagement pris par divers pays. La formule d'une cotisation payable par tous les membres de l'ONU, n'a pas été retenue en raison des difficultés causés à cette organisation par les membres qui n'ont pas payé leurs redevances dans les opérations

du Moyen-Orient et au Congo. Un comité spécial de 21 nations s'efforce de trouver une solution à ce problème de financement de l'O.N.U., problème qui a gravement handicapé l'organisation internationale.

## Les femmes Sud-africaines

(Suite de la page 4)

trouvait le quartier-général de la Fédération des femmes sud-africaines, que l'application de la loi sur les laissez-passer soulevaient les plus grandes difficultés. En octobre 1958, une vague de manifestations avait déferlé dans la ville. Environ 2.000 femmes étaient jetées en prison.

Mais les femmes ne perdaient pas courage. Cernées par des détachements de police, elles scandaient : « Rendez-nous l'Afrique ! Rendez-nous l'Afrique ! »

C'est à Johannesburg, où se

En 1956, une pétition avait été remise aux autorités par une délégation de 20.000 femmes venues de tous les coins du pays dans la capitale, Prétoria, afin de participer à la manifestation, exigeant que le système de laissez-passer ne soit pas mis en vigueur.

En 1956, une pétition avait été remise aux autorités par une délégation de 20.000 femmes venues de tous les coins du pays dans la capitale, Prétoria, afin de participer à la manifestation, exigeant que le système de laissez-passer ne soit pas mis en vigueur.

## Les pays en voie de développement dans l'économie mondiale

Les révolutions de libération nationale ont détruit le système colonial dans la majeure partie de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique Latine. La lutte pour l'indépendance politique s'achève victorieusement. Les peuples des pays libérés sont entrés dans une période nouvelle de leur développement, celle de la lutte pour l'indépendance économique.

Il est à remarquer que le fait même d'avoir conquis l'indépendance politique crée des conditions propices pour une politique économique rationnelle. En secouant le joug colonial les peuples libérés ont obtenu la possibilité de disposer des ressources que, précédemment, les impérialistes s'appropriaient gratuitement par des méthodes extra-économique d'exploitation des colonies (impôts, travail forcé, confiscation des terres et des biens etc.). Ils ont gagné encore davantage à l'abolition du statut monopoliste des anciennes métropoles sur le territoire de leurs pays.

En effet, dans la période de la domination coloniale, telle ou telle puissance impérialiste qui possédait la colonie retardait artificiellement le développement de celle-

ci, limitait ses relations avec le monde extérieur. Ayant conquis l'indépendance politique les jeunes Etats ont obtenu la possibilité du choix des contractants, de développer les branches importantes pour l'économie nationale. Ils nouent des relations économiques avantageuses pour eux avec les pays socialistes, mettant à profit les antagonismes du camp impérialiste, entre les monopoles, s'efforcent d'obtenir des conditions acceptables d'importation et d'exportation. Tout cela renforce les positions des pays libérés.

Ces dernières années, fait caractéristique, la cadence de développement économique des jeunes Etats s'est accélérée, et leur part dans la production mondiale a augmenté. C'est ainsi que, dans la période 1958-1962, la production industrielle s'est accrue de 34% dans les pays en développement. De ce fait, la part des jeunes Etats dans la production mondiale a passé durant cette période de 12,3 à 13,5%. Néanmoins, la situation économique du « Tiers-Monde » ne peut être considérée comme bonne.

La cadence actuelle d'accroissement de la production ne suffit

pas à diminuer l'écart entre les pays en développement et les grandes puissances industrielles. En Afrique, par exemple, bien que la cadence d'augmentation de la production industrielle ne cesse de s'accroître, l'écart de la production par habitant n'a pas changé. L'augmentation de la production industrielle est due principalement au développement de l'industrie d'extraction. Quant à l'industrie de transformation, elle retarde toujours.

Malgré un accroissement marqué des exportations, le déficit de leurs balances commerciales pour la période 1958-1962 a été en moyenne de 2,5 milliards de dollars par an. (à suivre)

**Information au service du peuple et de sa révolution**

## Une conférence pétrochimique à Téhéran

Un certain nombre de pays africains, ainsi que des représentants de la commission économique pour l'Afrique assisteront à la conférence sur les industries pétrochimiques dans les pays du

Tiers monde, qui se tiendra du 16 au 30 novembre à Téhéran, sous l'égide des Nations-Unies.

Les participants à cette conférence examineront les aspects techniques, économiques et autres de la création et de l'administration d'usines pétrochimiques. Les produits pétrochimiques sont fabriqués à partir des matières premières d'origine pétrolière, comme par exemple, le gaz naturel.

Parmi les pays invités à la conférence figurent l'Algérie, le Maroc, la Libye, la Nigéria, la Tunisie et la République Arabe Unie.

Les industries pétrochimiques ont permis de remplacer les matériaux traditionnels tels que l'acier, le bois de construction, le papier, le caoutchouc, les fibres naturelles et les savons, par des produits synthétiques.

**Production: Critère de tous ceux qui se réclament de notre Révolution**



L'Exposition des photos de la République Démocratique de Corée

**Dans la salle d'Exposition au Ministère de l'Information**

**Du 27 août au 10 septembre tous les jours de 9 heures du matin à 23 heures**

## TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITÉ

Organe  
Cucubien  
du  
Parti  
Démocratique  
de Guinée

**COMPTE CHEQUES POSTAUX 6975**  
**BANQUE REPUBLIQUE DE GUINEE**  
3-34-32

## Football inter-saisons

### Coupe du quatrième arrondissement

#### Le district 6 qualifié au goal average devant le district 9

En match retour de football disputé vendredi au stade fédéral de Conakry-II et comptant pour les phases éliminatoires directes de la coupe inter-districts du IV<sup>e</sup> arrondissement, le **district 9** a battu le **district 6** par deux buts à un.

Les deux équipes se tenaient en échec lorsqu'à la 21<sup>e</sup> minute de jeu le **district 9** essaya de remonter son gros retard sur son adversaire dont le jeu défensif fut surtout marqué par les absences de deux de ses meilleurs éléments: C. Mamadouba (arrière central) et W. Joseph (arr. gauche). C'est ainsi que sur un dégagement de son arrière central James, Camara Soriba subtilisa la balle à son garde de corps B. Abdoulaye pour s'infiltrer dangereusement dans la surface de réparation adverse et permettre à Sylla Alpha d'ouvrir la marque.

Puis les deux équipes repartirent aux assauts, se harcelèrent et tentèrent vainement d'augmenter le score qui devait rester inchangé jusqu'à la pause.

#### DISTRICT-9 1 DISTRICT-6 0

A la reprise, les deux antagonistes repartaient avec les mêmes décisions qu'à la première période. Mais à la 64<sup>e</sup> minute, cette fois sur une erreur tactique du demi-droit adverse B. Morlaye, le **district 6** devait pour une seconde fois subir la loi de son adversaire qui obtint son second but sur une reprise pourtant faible de son ailier gauche Conté Abdoul. Mais sans pour autant lâcher le **district 6** dont le titre de champion du district 9 d'obtenir un but en cas de match nul - dit-on. Il engagea plusieurs tirs dont certains furent près d'aboutir notamment trois tirs de l'intérieur droit Smith qui passèrent chaque fois à côté (66<sup>e</sup>, 69<sup>e</sup> et 70<sup>e</sup> minutes).

A la fin de la 73<sup>e</sup> minute, retrouvant enfin sa forme habituelle, Smith sauva l'honneur de son équipe en battant magnifiquement le portier adverse sur un boulet croisé.

Encore 17 minutes à jouer et aucun «pronostic» n'était permis car chacun des deux antagonistes, à les voir jouer, se présentait, l'un pour l'autre un danger permanent.

#### DISTRICT-9 2 DISTRICT-6 1

Mais si devant cette partie, qui se joua sous une pluie battante, les deux défenses se montrèrent intraitables à l'image des arrières centraux O'conor James et Azili-

nou Denis et si l'arbitrage n'avait pas été, dans son ensemble, défectueux, le jeu aurait été encore meilleur.

Mais ayant gagné au match aller par le score avantageux de 4 buts à un, le **district 6** se qualifie pour les phases suivantes.

#### LES EQUIPES

##### District-6 :

**Soumah Louis**, Camara Ousmane, **Azilimou Denis**, Bangoura Abdoulaye, Bangoura Morlaye, **Bangoura Abou**, Sylla Souleymane, **Smith Samuel**, **Peter Théodor**, Yattara Moussa et Camara Alsény.

##### District-9 :

Sylla Sékou, O'conor James, Sidibé Alhassane, Barry Boubacar, Sylla Alpha, Barry Djibril, Camara Soriba dit **Kopa**, Sylla Abdoulaye, Camara Kerfalla dit **Pelé**, Bangoura Fodé Momo et Conté Abdoul.

B. Abou.

# Les femmes sud - africaines et la lutte contre l'apartheid

« Nos femmes ont une volonté inébranlable, ferme comme un roc ». Ces mots avaient été prononcés par l'ancien secrétaire général du congrès national africain de l'Afrique du Sud, Albert Lutuli. Il avait parlé du courage des femmes africaines dont la lutte héroïque contre l'apartheid provoque l'admiration de millions de gens dans tous les pays du monde. L'immense ampleur de cette lutte a entièrement modifié, selon l'opinion de maintes personnalités de l'Afrique du Sud, l'idée même de la place que les femmes occupent dans un mouvement politique.

« Les hommes africains ont donné des preuves formelles, au cours de presque un demi-siècle, avec beaucoup de dignité et de courage, de leurs aspirations à la liberté », écrivait Sally Chapiro, qui participe au mouvement contre la discrimination raciale. Mais quand les femmes ont été incluses dans la campagne rien ne pouvait les arrêter. Leurs protestations énergiques et leur courroux, dont l'ardeur est stimulée par l'humour incomparable et la joie de vivre, ont insufflé une nouvelle vie à tout le mouvement ».

« Les laissez-passer sont les ennemis des africains ». C'est le refrain d'une chanson que les femmes de la bourgade Alexandra, non loin de Johannesburg, avaient composées.

Chaque africain ayant atteint l'âge de 16 ans, est obligé d'avoir sur lui un laissez-passer, à n'importe quelle heure de la journée

ou de la nuit. Chaque jour, pour de menues infractions à la loi sur les laissez-passer, la police inflige des amendes à des centaines d'africains, les malmène et les jette en prison.

Pour la population masculine africaine, les mesures sur les laissez-passer avaient été instituées encore au siècle dernier. Mais lorsque les autorités ont voulu les appliquer aux femmes africaines, l'extension de cette loi a soulevé des difficultés considérables. Les africaines savaient bien quelles seraient les conséquences pour leurs familles de la loi sur les laissez-passer : la perpétuelle peur des descentes de police, des arrestations, du travail forcé dans les fermes de leurs maîtres blancs. Les tentatives d'établir des laissez-passer pour les femmes se heurtaient sans cesse à une résistance acharnée et le gouvernement raciste reculait chaque fois.

Pendant des dizaines d'années, les femmes sud-africaines ont défendu leurs droits civiques, au prix d'efforts vraiment héroïques. Au début de 1913, les prisons de la province d'Orange étaient bon-

dées de femmes africaines qui refusaient de porter des laissez-passer. Rassemblées dans les rues centrales, elles brûlaient les carnets gris abhorrés dans les flammes des bûchers. Les Africaines faisaient preuve d'une volonté si inflexible que les racistes étaient obligés de céder.

Cette situation a duré jusqu'au jour où le parti nationaliste est venu au pouvoir. Ses chefs ont immédiatement débattu la question de l'établissement de laissez-passer pour les femmes. Verwoerd avait été averti que cette mesure pouvait donner lieu à de grands bouleversements. Et les événements de 1955-56 ont démontré que ces craintes étaient bien fondées.

Tout a commencé dans la petite ville de Winburg de la province d'Orange où la fameuse manifestation contre les laissez-passer avait eu lieu il y a 40 ans. Au début, les autorités sont parvenues à remettre, par supercherie, des laissez-passer à des habitants de la cité. Mais une semaine après, un immense brasier brûlait

(Suite page 3)

## Remaniement ministériel en Côte d'Ivoire

M. Félix Houphouët-Boigny, Président de la République de Côte d'Ivoire a procédé vendredi soir par décret, à un remaniement ministériel créant, notamment, 3 nouveaux secrétariats d'Etat.

Ce remaniement, le premier depuis septembre 1963, confirme également la nomination d'un nouveau ministre, M. Loua Diamandé, qui est chargé du ministère de la Fonction Publique.

Jusqu'à présent, M. Diamandé était ministre délégué à la Fonction Publique et à l'Information. Quant aux trois nouveaux secrétaires d'Etat, il s'agit de MM. Alexis Thierry Lebbé, ancien préfet de la région sud du pays qui devient secrétaire d'Etat pour les Affaires intérieures et l'Infor-

mation, Souleymane Cissoko, ancien directeur des Services de la communications qui devient secrétaire d'Etat pour ces mêmes départements et Michel Goly, ancien directeur des services de la Construction qui devient secrétaire d'Etat à la Construction.

M. Alcide Kazou, ancien ministre des Travaux Publics, à la Construction, aux Transports et aux Postes et Télécommunications détient maintenant les portefeuilles des Travaux publics et des Transports.

## Les sous-marins atomiques américains au Japon

Le gouvernement japonais a notifié vendredi au gouvernement américain qu'il ne voyait pas d'objection de la visite des ports japonais par les sous-marins atomiques des Etats-Unis. Les bâtiments américains qui viendront dans les ports japonais seront du type « Nantilers », a annoncé le gouvernement.

Le Parti socialiste et plusieurs organisations scientifiques ou politiques ont aussitôt protesté contre cette décision. Plusieurs centaines d'étudiants japonais affiliés à l'organisation de gauche « Zengakuren » se sont heurtés à la police, vendredi à Tokio, devant l'ambassade des Etats-Unis au cours de la manifestation d'opposition à la venue dans les ports japonais de sous-marins américains à propulsion nucléaire.

## Côte d'Ivoire

### Le bureau politique du P. D. C. I. satisfait des entretiens de Monrovia

Le bureau politique du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire a exprimé vendredi, dans un communiqué, son optimisme en ce qui concerne la création d'une zone de libre échange des quatre pays réunis récemment à Monrovia et l'éventuelle adhésion à cette zone d'autres Etats africains.

Le Président Houphouët-Boigny a fait au bureau politique, un compte rendu détaillé de la conférence qui s'est tenue à Monrovia la semaine dernière.

La conférence qui réunissait, on le sait, les Chefs d'Etat de Côte d'Ivoire, du Libéria, de Sierra-Léone et de la Guinée, a décidé de créer un comité ministériel qui étudiera les possibilités d'établissement d'une zone de libre échange et préparera une nouvelle rencontre des Chefs d'Etat de quatre pays, au début de l'an prochain. Le bureau politique ivoirien a exprimé au Président Houphouët-Boigny ses félicitations pour sa contribution importante aux travaux de la conférence et pour les résultats obtenus, lesquels mettent en lumière la ferme détermination de la Côte d'Ivoire de faire progresser le continent africain dans la voie de l'unité grâce à une solidarité effective. Le communiqué exprime ses félicitations au Président Tubman,

Chef de l'Etat libérien pour l'heureuse initiative qu'il a prise en convoquant cette conférence. Il félicite également les deux autres Chefs d'Etat participants, S.E. Ahmed Sékou Touré et l'Honorable Albert Margai, pour l'esprit de fraternité et de compréhension dont ils ont fait preuve au cours de ces entretiens préliminaires.

## Pour la création d'une union africaine de paiement

Selon une source proche des Nations-Unies, les experts africains en questions monétaires vont examiner un programme visant à l'établissement d'une Union Africaine de Paiements, à la conférence de Tokyo, du 12 au 16 septembre dans la capitale japonaise.

Parmi les sujets placés à l'ordre du jour de la réunion de Tokyo, figurent l'examen de la table des institutions monétaires des pays africains, et l'étude d'un programme pour mener les négociations d'une charte économique

africaine. Le programme a été préparé à Tanger, l'année dernière par les experts africains en questions monétaires. Il implique la constitution éventuelle d'une Union des Paiements.

La table des institutions monétaires a été préparée par le secrétariat de la commission économique pour l'Afrique, à la demande des Nations africaines, indiquant les difficultés qu'elles ont rencontrées pour faire appliquer leurs règlements et suggérant des méthodes pour remédier à la situation.